

PARIS | XIX^e Trois hommes devaient être jugés en comparution immédiate pour la violente séquestration de six personnes, le 20 septembre. Le tribunal prévoit finalement d'ouvrir une information judiciaire.

Famille séquestrée : l'affaire renvoyée devant un juge

Caroline Piquet

UNE FAMILLE de six personnes saucissonnée et menacée de mort chez elle, un jeune homme poignardé à la carotide. L'affaire de la très violente séquestration du 20 septembre dernier, à la cité Saint-Chaumont (XIX^e), qui devait être jugée en comparution immédiate, a finalement fait l'objet mardi d'un renvoi devant le parquet de Paris, en vue de l'ouverture d'une information judiciaire, afin de reprendre les investigations. Une décision prise « au regard des éléments de cette procédure, qui sont de nature criminelle », a justifié à l'audience la présidente de la 23^e chambre correctionnelle.

Dans le bureau du magistrat chargé d'instruire le dossier, les trois prévenus ont ensuite été mis en examen pour « extorsion avec arme et ten-

tative d'homicide », indique le parquet de Paris. Ils ont été incarcérés provisoirement dans la foulée, après avoir « demandé un débat différé devant le juge des libertés et de la détention, qui devra donc statuer dans les cinq jours sur leur détention provisoire ».

« L'intention d'homicide est vraiment là »

Il est environ 20 heures, ce 20 septembre, lorsque trois jeunes gens armés et encagoulés font irruption dans l'appartement de la famille G., cité Saint-Chaumont. L'un d'entre eux sort alors un couteau à la « lame longue comme mon avant-bras », s'émue mardi l'avocat de l'une des victimes, devant les magistrats de la 23^e chambre. Les agresseurs réclament le remboursement d'une dette qui aurait été contractée par l'un des plus jeunes fils de la famille, Salif*, 19 ans, déjà



GOOGLE STREET VIEW

connu des services de police pour des faits d'escroquerie. Ils menacent de s'en prendre à lui, et à toute sa famille.

Dans la confusion générale, Marietou, grande sœur de Salif, parvient à s'enfermer dans les toilettes. Là, elle donne l'alerte avec son téléphone.

Mais les malfrats parviennent à prendre la fuite quelques instants seulement avant l'arrivée de la police. Dans la rue, les effectifs du secteur tombent sur un homme grièvement blessé sur la voie publique. Ce jeune homme de 22 ans, lui aussi originaire de

C'est dans un immeuble de la cité Saint-Chaumont, à Paris (XIX^e), qu'une famille de six personnes a été saucissonnée et menacée de mort chez elle, le 20 septembre.

la cité Saint-Chaumont, et lui aussi bien connu des services de police – notamment pour des faits d'extorsion et de trafic de stupés – a reçu deux coups de couteau, dont l'un près de la carotide. Il est pris en charge par les secours avec son pronostic vital engagé. Il survivra, mais se verra délivrer une ITT de 45 jours. « Au regard de la longueur du couteau et de l'acharnement au niveau du cou, l'intention d'homicide est vraiment là », insiste son avocat.

Quant à la famille, un examen est prévu le 3 novembre à l'Unité médico-judiciaire (UMJ). « Elle n'a pas subi de

violences physiques, mais le retentissement psychologique a été très fort. Si l'ITT est supérieure à huit jours, l'extorsion deviendrait criminelle », résume son avocate. Les trois agresseurs présumés, âgés de 19 à 23 ans, avaient été rapidement rattrapés par les forces de l'ordre après les faits. Dans leur box, mardi, ces trois jeunes majeurs originaires eux aussi du XIX^e, n'ont pas dit un mot.

« On nous vend cette affaire comme un dossier complexe. Il s'agit en réalité de faits assez simples. Les plus graves – les coups de couteau – ont été reconnus par leur auteur », a rappelé M^e Andréa Ferrer, avocate avec M^e Karim Morand-Lahouazi des trois prévenus. Le conseil a réclamé un renvoi en comparution immédiate complexe. En vain.

*Les prénoms de toutes les victimes ont été modifiés

JUDICIAIRES ET LÉGALES

ANNONCES 95

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2023 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 81 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 27 décembre 2022 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 3/79€ HT - (SAS) 189€ HT - (SASU) 135€ HT - (SNC) 210€ HT - (SARL) 141€ HT - (EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210€ HT - CLÔTURE de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 106€ HT. Tarification au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs et clôtures : 60 (0,189€ HT) - 75/92/93/94 (0,232€ HT) - 91/77/78/95 (0,221€).

Constitution de société

Par acte SSP du 03/10/2023 il a été constitué une SCI dénommée: SCI MC Siège social: 62 bis rue pierre brossollette 95200 SARCELLES Capital: 1.000 € Objet: L'acquisition, la propriété, l'administration, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou toute autre forme de tous biens immobiliers que la société se propose d'acquérir et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social. Gérant: Mme YALCIN Mariola 62 bis rue pierre brossollette 95200 SARCELLES Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PONTOISE

Durée: 99 ans à compter de son immatriculation au RCS PONTOISE
Président: Monsieur BASBOUS Zouhair, demeurant 4, Rue de la Gandonnerie, 78450 VILLEPREUX
Directeur général: Monsieur KHADRA Pierre, demeurant 3 Rue de la Butte Rouge, 95480 PIERRELAYE
Admission aux assemblées et droits de votes: Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Suivant un acte ssp en date du 28/09/2023, il a été constitué une SARLU. Dénomination: GR. Siège social: 13 avenue de la Commune de Paris 95140 Garges-Lès-Gonesse. Capital: 2000 €. Objet: Peinture. Durée: 99 ans. Gérant: Mr RIZVI Gowhe né le 12/05/1984 à Dhaka (Bangladesh), de nationalité irlandaise, demeurant 13 avenue de la commune de Paris 95140 Garges-lès-Gonesse. Immatriculation au RCS de PONTOISE.

Divers société

S.A.S.Y SARL au capital de 3.000 € sise 19 Rue des Bauves 95200 SARCELLES 828451476 RCS de PONTOISE, Par décision

de l'AGE du 31/05/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. YALCIN Stéfán 10 Allée des Noisetiers 95200 SARCELLES, et fixé le siège de liquidation au siège social où seront également notifiés actes et documents. Par décision de l'AGE du 31/05/2023, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné au liquidateur M. YALCIN Stéfán 10 Allée des Noisetiers 95200 SARCELLES, quitus de sa gestion et décharge de son mandat et constaté la clôture de liquidation au 31/05/2023. Radiation au RCS de PONTOISE.

TPS SASU au capital de 1.000 € sise Espace Godard - RN 370 95500 GONESSE 921813473 RCS de PONTOISE, Par décision de l'AGE du 30/06/2023, il a été décidé d'approuver les comptes de liquidation, donné au liquidateur M. FAIZAN Akhtar 9 Rue Jeanne d'Arc 93380 PIERREFITTE SUR SEINE, quitus de sa gestion et décharge de son mandat et constaté la clôture de liquidation au 30/06/2023. Radiation au RCS de PONTOISE.

SJ FINANCE SARL au capital de 10.000 € sise 1 Rue Jean Hérard 95440 ECOUEN 884595075 RCS de PONTOISE, Par décision de l'AGE du 30/04/2023, il a été décidé de remplacer l'objet social par: Conseils et gestion aux entreprises et particuliers et formalités légales. Mention au RCS de PONTOISE

publilégal®
FICHER-PUBLIER-COMMUNIQUER

1 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris
www.publilegal.fr
Tél : 01.42.96.09.43

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité
COMMUNE D'ARTHIES
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Portant sur le projet de révision du Plan Local d'urbanisme

Conformément au code de l'urbanisme et notamment son article L 153-19, L153-31 à L153-33 et R153-8, au code de l'environnement et notamment ses articles L 122-4, R 122-17 et R 122-18, L123-1 et suivants et R123-1 et suivants, et en exécution de l'arrêté municipal n°2023-09 de M. le Maire de la commune d'Arthies en date du 26 octobre 2023, il est prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Arthies.

Celle-ci se déroulera **du lundi 20 novembre 2023 à 14h00 au mercredi 20 décembre 2023 à 17h00 inclus**.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront consultables à la mairie d'Arthies, rue de la mairie 95420 Arthies le vendredi de 16h00 à 18h00....

Le dossier de P.L.U. sera également consultable sur le site internet CCVVS à la rubrique : **<https://vexinvaldeseine.fr>** onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement PLU Arthies, ainsi que sur un poste informatique en mairie, aux jours et heures indiqués ci-dessus.

Pendant toute la durée de l'enquête les observations et propositions du public pourront être :

- Consignées sur le registre d'enquête, disponible en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies aux jours et heures d'ouverture de la mairie ;
- Formulées par courrier portant la mention « enquête publique sur le projet de révision du P.L.U. », à l'attention de M. le commissaire Enquêteur envoyé à l'adresse de la Mairie ;
- Adressées par courriel à l'adresse spécifique **revisiondupludarthies@gmail.fr**

Elles seront consultables sur le site internet CCVVS à la rubrique : **<https://vexinvaldeseine.fr>** onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement PLU Arthies

M. PIEDVACHE, commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions au cours de permanences qui se dérouleront le :

- **Lundi 20 novembre 2023 de 14h00 à 17h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,
- **Samedi 2 décembre 2023 de 9h00 à 12h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,
- **Mercredi 20 décembre 2023 de 14h00 à 17h00** en mairie, rue de la mairie 95420 Arthies,

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à la mairie d'Arthies, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site interne CCVVS à la rubrique : **<https://vexinvaldeseine.fr>** onglet communauté de commune/ aménagement de l'espace/ téléchargement PLU Arthies

Après examen des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Arthies, éventuellement modifié pour tenir compte des avis précédemment mentionnés, sera soumis à l'avis du conseil municipal.

EP 23-636 / contact@publilegal.fr

Le Parisien

Publiez votre ANNONCE LÉGALE avec Le Parisien

Formulaires certifiés pour une annonce conforme

Attestation de parution pour le greffe immédiate et gratuite

Rendez-vous sur leparisien.annonces-legales.fr